

Concertation sur la réforme de l'asile

Fiche n°4

Evolution de la procédure devant l'OFPPA

La procédure devant l'OFPPA va être profondément impactée par les nouvelles normes découlant de la directive « procédures ». Ces nouvelles dispositions vont s'articuler avec les mesures prises par l'OFPPA dans le cadre de son plan d'action mis en place par son directeur général.

Ce plan comporte trois axes : le premier est lié la réorganisation interne et vise à relever le niveau de protection, réduire les délais et améliorer la qualité du travail des agents (harmonisation de la mise en œuvre du droit au sein de l'Office, meilleure prise en compte de certaines situations comme les victimes de la traite des êtres humains, les mineurs et les personnes vulnérables, renforcement du contrôle de qualité en lien avec le HCR, traitement adapté des demandes, renforcement et mutualisation des capacités d'expertise et d'instruction, renforcement du management et de la formation d'officiers de protection). Le deuxième axe découle de l'obligation de transposer les directives, le troisième consistant à permettre à l'Office de mieux s'insérer dans son environnement (liens avec les préfectures, avec les plates-formes, avec la CNDA).

Concernant la procédure devant l'OFPPA, deux aspects méritent une attention particulière :

1- La question du récit écrit :

- Scénario 1-1 : suppression du récit écrit.

Cette option pourrait être un facteur d'égalité entre les personnes, assurerait davantage la sincérité du récit et éviterait de "rigidifier" l'entretien ultérieur avec l'officier de protection. Elle rend sans doute indispensable, soit un double entretien (un premier entretien, intervenant très en amont de la procédure pour recueillir les éléments essentiels du récit puis un entretien approfondi sur le fond), soit un allongement de l'entretien existant, car l'officier de protection n'aura pas eu la possibilité de préparer celui-ci sur la base du récit écrit.

- Scénario 1-2 : maintien du récit écrit.

La pratique actuelle permet à l'officier de protection de préparer son entretien et de "cristalliser" la demande.

- Scénario 1-3 : prévoir un récit écrit simplifié (encadré par certaines rubriques).

Cette formule serait à mi chemin entre la pratique actuelle et la suppression du récit. Ce récit serait encadré par un formulaire plus directif et se limiterait aux aspects essentiels du parcours et des motifs invoqués. Cette option pourrait permettre de conjuguer les avantages de chacune des deux autres options : donner une base pour l'entretien, faire en sorte que celui-ci reste suffisamment ouvert. Simultanément, elle pourrait prévenir des récits trop détaillés et « fabriqués ».

2- Les modalités de l'entretien devant l'OFPPA :

L'entretien constitue une phase essentielle de la procédure d'asile et la directive « procédures » renforce à cet égard les garanties.

La généralisation prévue par la directive de l'entretien (sauf cas de demandes ultérieures), correspond à une pratique déjà suivie par l'OFPPA. Il est admis qu'une latitude doit être laissée à l'officier de protection pour conduire l'entretien et une normalisation de ces entretiens, au-delà des dispositions du plan d'action de l'OFPPA, pourrait être contre-productive. Comme le prévoit la directive, **dans toute la mesure du possible et si cela est justifié par la nature de la demande, l'entretien (et l'interprétariat) se réalisera avec une personne de même sexe** (ce qui est déjà largement pratiqué). Des marges de progrès peuvent exister pour améliorer la qualité de l'entretien (à rapprocher du plan d'action OFPPA et de l'accord conclu avec le HCR) et l'interprétariat (labellisation, charte déontologique...).

2-1 - La présence d'un tiers à l'entretien :

Elle est obligatoire en vertu de la nouvelle directive « procédures ». Elle constitue une pratique déjà largement suivie par les autres pays européens. Si cette novation constitue une garantie importante, participe d'un souci de transparence et renforce la confiance dans le processus de décision, elle introduit nécessairement un facteur d'allongement de la durée de l'entretien induisant une baisse de productivité à moyens constants. Il est, dans ce contexte important de ne pas complexifier excessivement la procédure ni de la transformer en procédure quasi juridictionnelle.

Il n'existe pas à cet égard plusieurs scénarii, mais la nécessité, communément admise, d'approfondir la question des modalités d'intervention du tiers (comme cela est autorisé par la directive) **et la question des modalités de désignation de ce tiers** (entre un régime de liberté pour le demandeur d'asile et un encadrement).

2-2- Enregistrement de l'entretien ou possibilité de faire des commentaires sur le rapport ou la transcription :

En application de la nouvelle directive « procédures » (art.17), il existe deux options :

-scénario 1 : le demandeur a la possibilité de faire des commentaires ou d'apporter des précisions sur le rapport d'entretien ou sa transcription avant la prise de décision.

-scénario 2 : Les États membres peuvent se dispenser de cette formalité dans le cas où il existe à la fois un enregistrement (lequel est recevable dans les procédures de recours) et une transcription.

Ces deux options doivent faire l'objet d'expertises complémentaires notamment en termes de moyens à mobiliser et de conséquences sur les délais de traitement, dans une perspective globale prenant en considération la procédure devant l'office et devant la CNDA.

A ce stade, la mise en place de l'enregistrement est évalué par **L'OFPPA** comme impliquant 5 à 10 mn de plus par entretien. En revanche, la mise en place d'une procédure de recueil de commentaires (réalisé immédiatement après l'entretien) est évaluée comme nécessitant entre 15 mn et 1h 45 de temps supplémentaire par entretien. Cela aurait donc pour effet d'allonger significativement la durée de l'entretien et d'affecter sérieusement les objectifs de réduction des délais.

En regard, l'enregistrement de l'entretien (recevable à titre de preuve dans la procédure de recours) peut impliquer des coûts importants pour permettre la transmission dématérialisée

entre l'OFPRA et la Cour (près de 40 000 heures d'enregistrement/an). Ce dispositif pourrait avoir des conséquences sur le temps de travail des rapporteurs (écoute de l'enregistrement) et sur le déroulement des audiences (écoute de l'enregistrement). Sur le plan contentieux, il y a un risque de déplacement d'un contentieux du fond de la demande vers un contentieux de la régularité formelle de l'enregistrement.

Si l'option recueil de commentaires devait, à l'issue de ces expertises, être retenue, il apparaît que la modalité la plus appropriée serait la relecture immédiatement après l'entretien.